

Relevé d'interventions des membres du CN

1. La situation politique nationale et les élections municipales

Nicolas Cossange – Hérault

Mon intervention portera sur la situation guerrière et économique en lien avec les élections municipales à venir dont il s'agit à mon sens d'un élément politique essentiel. Une partie de cette intervention aurait pu être faite dans le débat de demain mais au vu de l'actualité, ceux-ci se télescopent fortement.

La question de la Paix dans la bataille municipale était déjà incontournable, ne serait-ce que vis-à-vis de l'action de nos élus et des communes que nous administrons et des attaques politiques contre l'organisation de la solidarité internationale que nous avons vécues comme récemment sur le pavoisement du drapeau Palestinien sur le fronton des Mairies.

L'intervention scandaleuse et dangereuse du Chef d'État-Major des Armées lors du dernier Congrès des Maires est un pallier franchi dans la course à la guerre, il devient déterminant d'en franchir un nous même dans la bataille pour la Paix donc contre l'impérialisme US et l'OTAN.

Il y a là un point de rupture politique qui est fondamental.

Nous voulons l'arrêt de la baisse des dotations aux communes pour qu'elle puissent avoir les moyens d'investir dans les services publics ?

→ ils les sabrent pour justifier la poursuite des politiques d'austérité demandées par Bruxelles tout en augmentant les crédits de guerre.

Nous voulons les moyens de conduire des politiques visant l'amélioration de vie des populations les plus fragiles ?

→ ils nous demandent de les préparer à sacrifier nos enfants, car comme chacun le sait, à la guerre on n'envoie que les pauvres à la mort.

Alors oui ça peut froisser nos partenaires issus de la social-démocratie, des socialistes si prompt à l'Union Sacrée aux va-t'en-guerre Verts qui n'ont semble t-il pas compris que la guerre ça pollue pas mal et sur le long terme... Les Vietnamiens en savent quelque chose.

C'est le sens des amendements que j'ai proposé sur la résolution.

En parlant de la social-démocratie, un mot sur le Chili. Le second tour qui s'annonce, je partage l'analyse qu'en a fait Jérémy dans son introduction mais je rajoute un point. Nous verrons sur cette élection si la social-démocratie se mobilisera pour la candidate communiste comme elle l'avait fait pour Gabriel Boric la fois dernière dans une situation similaire.

J'en reviens et je conclus sur la paix.

Si nous ne menons pas cette bataille idéologique, y compris et même surtout avec nos partenaires de Gauche qui fait partie intégrante de notre ADN révolutionnaire, si nous n'en sommes pas les fers de lance : n'oublions pas que la nature à horreur du vide.

Faisons-en un ciment de nos campagnes : l'exigence de Paix et donc la dénonciation d'une politique guerrière motivée par des intérêts qui ne sont pas ceux de notre peuple mais d'un impérialisme États-unien qui démultiplie sa violence dans ce moment où son hégémonie est remise en cause.

Le rôle des municipalités communistes a été déterminant, il l'est toujours et le sera demain sur la défense des libertés, sur la protection des populations, pour la culture, le sport et tout ce qui permet l'émancipation des femmes et des hommes. Nous l'avons nommé « communisme municipal ». Celui-ci ne peut exister dans l'économie de guerre où les affidés du Capital nous conduisent à marche forcée.

Willy Pepelnjak - Isère

Nous traversons actuellement une situation dramatique et compliquée, difficile à appréhender pour nos concitoyens. Il est de notre responsabilité de faire partager nos analyses pour aider à la compréhension, au risque d'accentuer un fatalisme issue d'un contexte complexe tant au niveau national qu'international .

La discussion sur le projet de loi de finances et le projet de loi de finances de la Sécurité sociale en cours y contribue et nombre de nos concitoyens s'interrogent.

Nos députés et sénateurs se battent vaillamment au quotidien sans relâche.

Il faut participer à ces débats même si tout cela se fait dans un contexte austéritaire avec un budget qui affiche en préambule comme principale ambition une économie de 30 milliards sur les dépenses de l'État. Tant au niveau local qu'au niveau national des services publiques, tous les voyants sont dans le rouge. Nous ne mesurons pas à quel point ces mesures vont toucher notre pays. Pour ne prendre qu'un exemple les 6 milliards annoncés d'économie pour l'hôpital dans la situation où celui-ci se trouve déjà, ne pourra plus répondre à ses objectifs, nous allons avoir un hôpital qui ne soigne plus.

La complexité des règles qui régissent le débat fait question : des propositions, projets non étudiés jusqu'au bout, non votés qui passent d'une chambre à l'autre qui reviennent détricotés de tout ce qui aurait pu être considéré comme avancée, tout cela ne permet pas de rétablir la confiance de nos concitoyens envers les institutions.

Nous faisons pleinement confiance à nos parlementaires même si parfois nous ne comprenons pas toutes les subtilités de leur vote, l'essentiel c'est qu'ils gardent le cap de la défense des intérêts populaires, pour un autre budget qui réponde aux préoccupations et aux besoins.

Comme le disait Fabien Roussel lors du dernier du dernier Conseil national nous avons gagné une bataille idéologique avec les 211 milliards d'argent public aux entreprises, la taxe Zuckman ou la réforme des retraites et nous sommes bien en phase avec les préoccupations de notre peuple. Cependant je nuancerai la victoire, car si sur les trois thèmes évoqués, il y a un large consensus sur la prise de conscience de ces sujets de justice sociale qui doit se transformer en prise de conscience de classe, d'un ressenti largement partagé à une explication rationnelle nécessitant d'unir les intérêts du monde du travail contre ceux du capital.

Dans le budget austéritaire proposé, un seul ministère voit ses moyens augmenter c'est le si mal nommé ministère de la Défense. Notre pays est-il en paix ?

Au regard des caractéristiques de la période j'en doute :

- un budget de l'armement en hausse
- une économie de guerre avec les répercussions économiques et sociales que nous constatons au quotidien
- une préparation des esprits à la guerre non plus par intermédiaire mais direct avec les propos tenus par le chef d'état-major le général Mandon devant le Congrès des Maires.

Comment envisager l'avenir dans ce contexte d'insécurité institutionnelle, sociale et économique qui nous fait régresser et a un impact sur les esprits.

Aussi comment ne pas s'interroger sur nos inconséquences diplomatiques, notre absence totale de volonté de construire, proposer une initiative de paix dans le conflit en Ukraine, vers la construction d'une sécurité partagée sur l'ensemble du continent.

Dans cette période très déstabilisée évidemment la sécurité est au cœur du développement tant sur le plan individuel que sur le plan collectif. Il est inquiétant de voir que les collectivités territoriales se verront amputées de 7 milliards de subventions, c'est une saignée.

Jusque-là, la commune a toujours été le lieu, pour nous communistes, de construction de projets ambitieux, novateur quelque ait pu être le contexte général. Il va falloir redoubler d'effort, de travail et d'imagination. L'espoir est permis mais ce sera difficile.

Avec le nouveau maire de New-York , au delà d'un système électoral différent du nôtre, la victoire a permis de mettre en avant les questions prioritaires tels que le logement, les transports et l'alimentation qui, à mon avis n'était pas le problème numéro 1 des démocrates au niveau présidentiel. C'est là la véritable victoire. Quant à sa réalisation c'est autre chose.

Vous avez sans doute pris connaissance du rapport du conseil économique, social et environnemental qui dresse le constat suivant: « seul un Français sur 10 pense que tout le monde a les mêmes chances de réussir ». Le rapport utilise le concept « d'égalité des chances » pour conclure qu'il demeure un horizon plus qu'une réalité.

Le rapport dit aussi que "l'origine sociale reste le principal facteur de destin en France comme s'il y avait une assignation à résidence."

A cette notion libérale "d'égalité des chances" substitutions lui celui plus républicain d'égalité des droits, de tous réussir à l'école, de s'engager dans diverses actions locales, de s'émanciper par le sport et la culture et cela quelque soit son âge son sexe ou son origine sociale.

La trahison de cet idéal alimente un vote d'extrême droite, la commune peut-être le niveau où c'est idéal peut se concrétiser face à un État démissionnaire. C'est un axe de notre ambition communiste à décliner et à renforcer au niveau local.

Frédérique Gallien – Rhône

Je voudrais aborder 3 points :

Tout d'abord l'intervention du général chef d'État major des armées au congrès des Maires cette semaine au sujet de nos enfants qu'il va falloir accepter de perdre. Toutes les personnes que j'ai rencontrées depuis m'ont fait part de leur horreur et de leur opposition à laisser nos jeunes partir pour une guerre capitaliste non défensive de notre territoire.

Vincent Boulet a indiqué le 21/11/25 au forum organisé par le parti pour expliciter les enjeux de la COP 30 : En 2024, le secteur militaire a coûté 2 817 Milliards au monde soit le double des crédits consacrés à la lutte contre le changement climatique depuis 2009. Et c'est sans compter le coût des destructions en terme d'émissions de GES et de vies sacrifiées.

Je pense qu'il faut relancer notre campagne pour la paix, faire connaître notre position.

Le 1er décembre, notre parti organise une initiative à l'occasion des 120 ans de la loi de 1905, dite de séparation de l'église et de l'État.

Cette loi a marqué la défaite de l'obscurantisme, proclamé la liberté de conscience, et l'égalité des droits pour chacune et chacun, sans distinction d'origine et de conviction philosophique ou religieuse, reste un enjeu crucial.

Depuis 120 ans, régulièrement attaquée et remise en question par les attaques des forces rétrogrades sur tous les fronts :

Que ce soit la révision des discours historiques comme au Puy-du-Fou avec Philippe de Villiers,

L'infiltration dans la formation des thèses défendues par d'Édouard Stérin via le projet Péricle.

La montée des intégrismes de tout bord.

L'orientation des médias vers une extrême droite néo capitalo-catholique avec Bolloré et consorts

Ou encore La confusion savamment entretenue entre musulmans et terroristes, antisémites et sionistes, la manif pour tous et la chrétienté, etc ...

Nous le savons, toute cette propagande confessionnelle instrumentalisée a pour seul but d'opposer les citoyens entre eux et de soutenir le grand capital

Cela pose la question de notre expression communiste lorsque ces sujets s'invitent dans les débats.

Dans la perspective de notre 40ème congrès, ne serait-il pas utile de réactiver une commission Communisme et mouvements religieux pour avoir une parole éclairée et non une stratégie d'évitement du sujet quand il s'invite dans l'espace public ?

Enfin je propose un amendement au texte sur les municipales : indiquer en parallèle des 211 milliards attribués aux entreprises sans contrepartie, la dotation aux collectivités territoriales de 105 milliards soit à peine la moitié que ce gouvernement consent à nos services publics.

J'insisterais également sur l'intercommunalité car si les citoyens ne votent pas directement, les enjeux pour les services publics du quotidien sont importants.

Evelyne Ternant – Doubs

Le fédéralisme comme solution à la crise politique ?

Mon intervention porte sur un volet de la politique du gouvernement Lecornu hors des projecteurs médiatiques et passé inaperçu dans le tourbillon qui entoure le débat budgétaire, mais pourtant déterminant pour l'avenir de la démocratie : l'annonce par le premier ministre de la mise en débat d'un « grand acte de décentralisation » pour les prochaines semaines, avec l'objectif, je cite « de « décentraliser des responsabilités, avec des moyens budgétaires et fiscaux et des libertés, y compris normatives ». Des proches du pouvoir, de Muselier à Le Drian en passant par Borloo et Louvrier n'ont pas hésité à lâcher le mot encore un peu tabou de « fédéralisme », assorti bien sûr de la précision « à la française », car ils pressentent qu'il y aurait de la résistance en France à voir les régions à l'instar des Länders allemands légiférer en droit civil, droit pénal, droit économique, libertés publiques, traitements et retraites de la fonction publique, sécurité intérieure, éducation, enseignement supérieur et culture...

L'AMF) elle aussi propose de procéder, je cite « immédiatement à un transfert du pouvoir réglementaire aux collectivités, sauf pour ce qui relève du régalién, qui doit rester le monopole de l'État ».

Certains à gauche mêlent leur voix au concert fédéraliste : les Écologistes, bien sûr, fédéralistes à tous crins, de l'Europe à la nation, mais aussi des socialistes, tels Loïc Chesnais Girard, président de la région de Bretagne, qui dit : « Moi, je suis breton et je veux servir et pour servir le Bretagne, il faut que Paris nous lâche les basques que Paris nous donne des pouvoirs locaux. [...] Vous sentez comme moi le ras le bol par rapport à ce qui se passe à Paris, les décisions prises rien que dans le périphérique nous font crever, nous font étouffer. Et les problèmes que les bretons et les bretonnes vivent ne sont pas les mêmes problèmes que l'Ile-de-France ou que la Provence Côtes d'Azur [...] On peut décider plus proches et mieux, ce qui concourra au rétablissement des comptes publics. Nous n'avons pas le droit au déficit. Quand nous assumons des responsabilités, nous les assurons avec l'argent que nous avons. » Un discours de différenciation régionale au nom des économies budgétaires qui interpelle et ne doit pas être laissée sans réplique !

Il y a bel et bien une forte pression des classes dominantes pour une transformation fédéraliste des institutions politiques en France. Prenant appui sur la crise politique inédite, les blocages institutionnels, la crise des finances publiques, la colère populaire et le sentiment d'abandon, ceux-là mêmes qui en sont responsables font miroiter l'espoir d'un remède miracle dans une décentralisation : une décentralisation qui n'a rien à voir avec la nécessaire restitution aux collectivités locales des marges de manœuvre politiques et financières qui ont été grignotées au cours du temps, mais tout à voir avec l'objectif de démembrement de la République. Notre histoire montre pourtant que l'échelon local n'est pas « naturellement » démocratique, pas plus que l'échelon national serait « naturellement » tyrannique. En revanche, dans le capitalisme, il y a des logiques économiques puissantes qui s'opposent à la satisfaction des besoins sociaux et écologiques, et ce, à tous les échelons du local au mondial.

Une régionalisation française sous contrainte des classes dominantes

Le fédéralisme consiste à déléguer des compétences législatives de l'État généralement au niveau régional. En France, les lois de décentralisation de 1982 instituant les régions furent des avancées démocratiques, en installant un pouvoir politique régional élu face aux préfets de région, et en créant les CESER (Conseil Economique, Social et Environnemental) : ces lieux où des représentants syndicaux et associatifs sont en droit de donner un avis sur les politiques régionales, à

égalité avec le patronat – CESER que veulent supprimer les forces de droite, d'extrême droite et le patronat. Les réformes suivantes (Raffarin-Sarkozy et Valls-Hollande) ont au contraire utilisé l'échelon régional pour effacer les deux échelons issus de la Révolution française que sont la commune et le département, c'est-à-dire faire reculer la proximité et l'égalité territoriale. Elles s'inscrivent dans un projet politique « d'Europe des régions » porté par les classes dirigeantes européennes : une Europe où les régions participeraient à des décisions jusque-là réservées aux états, affaiblissant les solidarités nationales. Cette régionalisation-là s'inscrit dans un processus de dislocation du pays, de hiérarchisation des territoires, pour le plus grand profit des multinationales et des capitaux mondiaux, qui font leur marché des aides publiques en mettant les territoires en concurrence.

Pour des collectivités locales et des régions de progrès

Après plus de 40 ans de politiques régionales et malgré ce contexte délétère de régionalisation, le fait régional existe aujourd'hui, même dans les régions où l'histoire et la culture ne peuvent pas être invoquées comme des identifiants : la vie quotidienne dépend largement des politiques locales et régionales, qui peuvent être un point d'appui important pour des conquêtes démocratiques et des transformations sociales et écologiques :

- des instances de planification démocratique, avec de représentants syndicaux et associatifs, dotées du pouvoir de mobiliser des fonds régionaux, permettant un contrôle des aides publiques aux entreprises.
- l'organisation d'une démocratie sanitaire, pour faire valoir des besoins à opposer aux plans de démantèlement des ARS
- la bataille du financement, avec le recours au crédit du pôle bancaire public, et une réforme fiscale, qui sorte les collectivités de leur dépendance aux dotations d'état et à la TVA, et s'en prenne en particulier aux revenus financiers des entreprises, banques et assurances.

Ces quelques pistes de dépassement des processus actuels de décision et de financement montrent que la question de décentralisation ne peut pas être posée hors des rapports de classes et du projet de société. Le présidentialisme, le technocratisme ne sont pas l'exclusivité du niveau central : c'est même un mode de fonctionnement assez largement reproduit dans certaines collectivités territoriales : l'enjeu est donc de réaliser à tous les niveaux, local, régional, central, des innovations démocratiques dans des domaines que le patronat considère comme sa chasse gardée : là où les dirigeants actuels veulent mettre en place des « zones franches » aux droits sociaux affaiblis, en concurrence les unes avec les autres, fragilisées face au rouleau compresseur du capital financier mondial. N'oublions pas que la régionalisation du SMIC reste une proposition phare de certains cercles libéraux !

Jusqu'où l'autonomie locale et régionale ?

Cela nous oblige à affronter sans esquive la question des limites à l'autonomie, en particulier pour les régions : Jusqu'où aller pour ne pas basculer dans les ruptures d'égalité républicaine, et en revenir aux provinces de l'Ancien régime ? Comment, sans brider, bien au contraire, les capacités d'initiatives locales, ne pas accepter que s'installent des différences durables dans l'accès aux services publics : ici la gratuité scolaire, mais pas là ; là le billet TER à un euro, mais pas ici. Les effets négatifs d'une régionalisation sans mise en cohérence nationale sont déjà-là, avec le fractionnement du réseau ferroviaire TER et ses ruptures de correspondances interrégionales. Comment accorder l'autonomie fiscale souhaitable et souhaitée, tout en évitant la différenciation entre territoires riches et territoires pauvres, comment couper court aux tentations de désolidarisation fiscale nationale qui naissent forcément des déséquilibres régionaux ? Pour empêcher ces tendances à la fragmentation territoriale, il faut instaurer à l'échelle nationale des garde fous puissants, tels que des règles nationales, des cahiers des charges identiques, et des systèmes de péréquation financière, etc..

Nous emparer rapidement de la question de la décentralisation

Nous avons besoin d'approfondir nos réflexions sur ces sujets, d'autant plus que le débat n'aura pas lieu qu'avec la droite ! Si nous ne voulons pas que domine un débat biaisé entre étatistes d'un côté, fédéralistes de l'autre, bien d'accord entre eux pour masquer les enjeux de pouvoir économique, si nous ne voulons pas être pris de court par des changements adoptés au pas de charge (car il peut y avoir une majorité de congrès -Assemblée nationale plus Sénat- pour un tel démembrement), il faut nous en occuper très vite. C'est la raison pour laquelle je propose que le CN se dote rapidement d'un groupe de travail sur la décentralisation.

Jean-Christophe Vialaret - Lot-et-Garonne

Nous sommes en pleine préparation des prochaines élections municipales. Nous rencontrons des difficultés pour constituer. Dans certaines communes, nous ne pourrions pas constituer de listes fautes d'engagements citoyens.

Lors de cette campagne, il est peut-être important de réaffirmer notre volonté de mettre en place un vrai statut de l'élus pour encourager l'implication de la population.

Mais il y a peut-être des raisons, de plus en plus la commune se voit déposséder de ses compétences. Les communes par exemple n'ont plus la compétence sur son territoire de l'urbanisme, transférer aux intercommunalités, comme, également les CCAS .

Le manque de moyens est aussi criant puisque des impôts locaux ont été supprimés. Ils devaient être compensés par l'état. Au fil des différents budgets, ces dotations sont en baisse constante.

Parallèlement à cela, nous constatons une baisse des services publics. Santé, sécurité, transports, obligeant souvent les collectivités territoriales à prendre le relais.

J'en veux pour preuve, les débats que nous avons avec la tête de liste de gauche à Cahors qui souhaite armer la police municipale. Il indique que c'est un souhait des cadurciens qui veulent vivre en sécurité.

Nous lui indiquons que le vrai problème, c'est le désengagement de l'État qui pose problème. En effet, et y compris sur la sécurité, les moyens ont été diminués. Nous avons besoin de reconstruire une police de proximité.

Il faudra continuer à batailler, comme l'on fait nos parlementaires. Nous devons mieux faire connaître ce que nous avons obtenu comme par exemple la baisse du TVA sur les factures de l'énergie en lien avec la mobilisation des électriciens et gaziers.

Jean-Marc Durand – Drôme

Je vais tenter de relier entre eux, plusieurs constats et réflexions. S'agissant des municipales, je voudrais rappeler que l'ensemble des commissions du parti a participé au printemps dernier à la rédaction d'une plaquette d'une cinquantaine de page, détaillée et indiquant clairement le sens de l'engagement communiste pour les municipales de 2026. Cette plaquette me semble largement méconnue dans le parti. Il serait bien de rappeler son existence à toutes les fédés afin qu'elle soit proposée à la lecture des communistes mais aussi et surtout des candidat.e.s. Elle est très utile. Par ailleurs le constat que je peux faire de l'engagement communiste dans cette campagne, que nous ayons la tête de liste ou que nous soyons colistiers est que me semble-t-il, nous avons beaucoup de prévention à afficher notre identité et notre apport original. Sans doute pense-t-on qu'ainsi nous aurons plus de chances d'être élu.e.s ou de consolider le rassemblement. À mon avis ce calcul n'est pas le bon et peut même s'avérer contre productif. Les citoyens ont besoin d'avoir en face d'eux des candidat.e.s qui s'engagent clairement. Ils savent qu'il y a besoin de ruptures avec les logiques actuelles, qu'il y a aussi besoin de vérité. D'où l'enjeu par exemple de venir sur les questions de financements mais aussi de démocratie nouvelle. Ce sont deux questions qui sont au cœur des politiques de résistance et de conquête car sans moyens et sans renouvellement des pratiques de gestion municipale, il sera compliqué de promouvoir un vrai changement de politique. Et par conséquent, il existe un vrai risque de déception des citoyennes et citoyens qui nous font confiance.

À ce propos, projet de nouvelle fiscalité locale, mise en place de Cesel, recours au crédit et projection sur un nouveau type d'intercommunalité, voire d'organisation administrative des

territoires, sont des questions qui peuvent vraiment intéresser les populations locales et les mobiliser.

Les élections municipales sont étroitement traversées par le besoin d'intervention des populations dans le débat politique pour la construction de l'alternative. Car si les élu.e.s de quelque niveau qu'ils ou elles soient, sont utiles pour agir dans les institutions à partir des propositions que porte notre parti, autant le changement de politique dont le pays a besoin, ne se fera pas par une simple voie délégataire. Il passera inévitablement par une mobilisation populaire et sa mise en action autour d'idées, de propositions et d'un projet précis.

On constate aujourd'hui par exemple avec le blocage autour du débat budgétaire, combien une intervention populaire dans la durée et sur le fond serait nécessaire pour sortir des impasses. Les mobilisations du début de l'automne ont permis un bougé, visible notamment dans les déclarations initiales de Lecornu mais on voit bien qu'aujourd'hui l'étau est en train de se refermer.

Un étau dont la vise est d'autant plus serrée que les appétits capitalistes croissent au fur et à mesure où le besoin de mettre de plus en plus d'argent au profit de la rentabilité et de la course à l'armement s'exprime de plus en plus clairement.

C'est en partie l'explication qu'on peut trouver aux propos irresponsables et honteux du Chef d'État Major des Armées devant le congrès des maires de France. Une déclaration qui en dit long sur l'état d'esprit qui règne dans les plus hautes sphères de la République, faisant le choix de brandir le risque d'une guerre imminente plutôt que d'œuvrer à la paix, tout cela pour préserver les intérêts de quelques-uns.

Ismaël Dupont – Finistère

Dans le débat que nous avons sur la situation politique nationale, je me retrouve dans les interrogations formulées tout à l'heure par Bruno. Je voudrais verser au débat une contribution que nous avons rédigé à trois, avec deux camarades, Lucienne Nayet et Marie-France Monery, et qui, à défaut de produire du consensus ou un accord général, a nourri un bon débat de fond au conseil départemental du PCF Finistère mercredi. Cette contribution fait suite au regret que nous exprimons de notre absence à la réunion du 15 novembre des forces politiques qui expriment le souhait de construire les bases d'une candidature unitaire aux présidentielles de 2027. Pour nous c'est dans un même mouvement et pour les mêmes raisons qu'il faut penser les chemins du rassemblement à gauche pour les municipales et pour les présidentielles et législatives de 2027, l'enjeu est de construire un espoir crédible à gauche face à la menace de la prise de pouvoir de l'extrême-droite.

Je vous lis notre texte présenté au Conseil départemental du Finistère et qui n'a pas donné lieu à un vote. Ne pas se mettre en dehors de l'élaboration d'une réponse unitaire à gauche à la marche vers la victoire de l'extrême-droite.

(Ismaël Dupont, Marie-France Monery, Lucienne Nayet)

"Nous sommes dans une situation politique nationale et mondiale où les idées populistes, xénophobes, racistes, nationalistes, gagnent de plus en plus dans le terrain politique et deviennent très inquiétantes.

La droite LR est de plus en plus ouverte à des alliances politiques et idéologiques avec l'extrême-droite et une grande partie du patronat voit d'un très bon œil cette nouvelle base majoritaire.

Le « bloc central » néo-libéral, issu de la recomposition du PS opportuniste et social-libéral, du centre et de la droite avec les deux quinquennats Macron, est très affaibli et sa gestion du pays a été si dramatique socialement, anti-démocratique, et chaotique, qu'il ne saurait constituer une alternative crédible et acceptable.

Les communistes de par leur histoire, leurs valeurs antifascistes de toujours, ont porté l'unité et le rassemblement à gauche pour défendre les intérêts populaires. On ne peut pas rester à l'écart au moment où un processus d'unité à gauche pour 2027 s'affirme.

Une grande partie des électeurs du Nouveau Front Populaire et de la gauche veulent cette unité.

C'est la seule option crédible pour battre la droite et l'extrême-droite.

Nous n'avons pas forcément d'enthousiasme pour l'idée de primaire à gauche. L'expérience en France montre que ce n'est pas forcément la bonne formule, que le concours et la mise en évidence de la concurrence des personnalités peut noyer des enjeux de fond, et n'est pas une garantie d'élargissement du socle électoral.

Cela ne doit pas surtout effacer la nécessité d'une prise en compte des idées et projets des forces politiques dont le candidat ou la candidate ne serait pas retenu au terme du processus de primaire car le rassemblement de la gauche se construit dans le respect de sa diversité.

Notons néanmoins qu'une primaire conjuguerait la possibilité d'exposer et d'incarner le projet communiste, d'apparaître avec notre identité dans le débat présidentiel, sur les grandes options pour le pays, de marquer nos différences et notre originalité, et éventuellement de tenter de prendre le leadership à gauche sans alimenter la division, sans compromettre les possibilités d'un accord législatif et de gouvernement, sans prendre le risque financier d'une nouvelle déconvenue à l'élection présidentielle, avec un score ne permettant pas le remboursement des frais de notre campagne.

Participer à la construction commune pour envisager une candidature unitaire nous permet d'avoir notre mot à dire et de ne pas subir l'effet de souffle d'une construction unitaire dont nous serions absents et qui nous marginaliserait.

C'est encore au Chili un processus de primaire qui a permis à la gauche d'être unie aux élections législatives il y a quelques années, et au Parti communiste chilien d'avoir la présidente de l'Assemblée, de gagner plusieurs grandes villes, d'avoir des ministres et de l'influence, et aujourd'hui de porter le rassemblement de la gauche aux élections présidentielles avec Jeannette Jara.

Nous ne pouvons pas dire non par principe à la construction commune d'une candidature à la présidentielle à des partis avec lesquels nous construisons bien souvent des majorités communes aux municipales de 2026, en prétextant l'enjeu de devoir déjà affronter d'abord les municipales dans le rassemblement.

Cette position est difficilement audible et crédible. La vie politique est une dynamique d'ensemble. Les enjeux unitaires ne doivent pas se séparer d'une élection à l'autre. Réussir les municipales pour la gauche est important pour se mettre en position de donner de l'espoir pour la présidentielle et les législatives, mais cela sera plus facile si on commence déjà à donner une perspective pour ces élections qui arrivent un an après, en proposant une voie qui peut réussir pour empêcher l'extrême-droite et la droite de vaincre.

Nous devons bien réfléchir au risque de ne pas pouvoir négocier aux législatives dans des conditions correctes, et de perdre notre groupe à l'Assemblée nationale. Nous pourrions apparaître comme prenant le risque de faciliter la victoire de l'extrême-droite.

Au risque de fragiliser notre crédibilité par rapport au combat contre l'extrême-droite, notre capacité à porter au niveau militant dans la suite une résistance à l'extrême-droite et ses politiques.

Notre objectif est bien de servir l'intérêt général et la perspective politique alternative à celle du populisme d'extrême-droite."

J'ai conscience que nous avons un congrès en juillet, mais il y a des dynamiques qui s'enclenchent dès aujourd'hui, ou qui risquent d'avorter. Je ne me satisferais pas d'être spectateur impuissant du désastre annoncé parce qu'on souhaiterait rester dans notre couloir de nage sans tenir compte de l'évolution des rapports de force autour de nous. On ne peut pas se résigner à l'échec et à la division de la gauche. Le Conseil départemental du Finistère juge également que les délais de convocation du congrès sont très resserrés et que cela sera compliqué d'organiser un débat de fond collectif à tous les échelons du parti en ayant ce congrès peu de mois après des campagnes des municipales qui vont beaucoup nous mobiliser."

Sur les Municipales

Je réagirai à mon tour à l'intervention d'Évelyne contre la promotion d'une forme de régionalisation du financement et de la gestion de la santé et de l'hôpital public. De mon côté aussi, je suis dubitatif sur le bien-fondé de l'autonomisation en matière de financement de notre système de santé public. Je suis attaché à l'unité de notre système de santé et hospitalier, à l'égalité des territoires, et au financement dans le cadre de la Sécurité sociale et d'un service public de la santé mieux financé. Néanmoins j'ai des réserves sur l'expression de notre attachement " l'indivisibilité de notre République" dans le cadre de l'amendement proposé. N'oublions pas que ce principe, affirmé par la Montagne pendant la Révolution française, certes, puis par les radicaux-socialistes sous la 3e République, a également servi à remettre en cause la légitimité de l'expression des langues et cultures régionales, ou l'aspiration à l'existence autonome des peuples colonisés. Nous sommes alliés dans nos deux groupes parlementaires aux camarades élus indépendantistes ou régionalistes de gauche de Kanakie, de Guyane, de Guadeloupe et de Martinique. Nous avons porté la co-officialité de la langue corse au conseil de corse avec notre camarade Dominique Bucchini. Nous sommes pour une République respectueuse de sa diversité interne, de la reconnaissance et de la vitalité des langues et cultures populaires, minoritaires. Alors l'unité de la République, oui, son indivisibilité, si elle signifie l'obligation de l'homogénéisation, le refus de la reconnaissance des particularismes des régions, non. Souvenons nous que le PCF a longtemps défendu dans son histoire, dans les années 1920-1930, notamment, avec Marcel Cachin, les cultures régionales et l'aspiration à moins de centralisme d'État. Qu'il a également proposé à la Libération la première loi de reconnaissance des langues régionales permettant de les enseigner à l'école publique et encourageant à le faire, une loi proposée par des députés bretons, finistériens et costarmoricains, Pierre Hervé, Marcel Hamon, et co-écrite avec Marcel Cachin. "

2. Débat sur la résolution *"Halte à l'engrenage guerrier en Europe et à l'économie de guerre ! Pour une politique de paix !"*

Elsa Koerner – Ile-et-Vilaine

Je suis assez d'accord avec les interventions précédentes qui insistent sur la préparation des esprits à la guerre en Europe et je pense qu'il y a une nécessité d'affiner notre expression pour nourrir un véritable mouvement pacifiste et éclairé.

Dès lors la question de la mobilisation du Parti pour la paix est une question éminemment politique. Comment penser cette mobilisation ? Comment structurer notre adresse ?

C'est la question que s'est posée notre conseil départemental de novembre en Ile-et-Vilaine, au départ plutôt à partir de l'enjeu que nous avons de mettre à jour notre intervention locale sur la Palestine. Mais nous avons généralisé la question autour de notre bataille pour la paix.

Pour ce faire nous disposons d'une série d'outils et d'arguments, mais ceux-ci ne sont pas véritablement coordonnés. Par exemple sur la Palestine nous avons la campagne Un million d'oliviers, l'alliance internationale avec l'OLP, sur le volet revendicatif la libération Marwan Barghouti, les sanctions sur Israël, la protection des flottilles de la liberté depuis septembre... Nous avons une pétition qui est donc datée puisque la reconnaissance a été obtenue, une nouvelle pétition nous a été indiquée mais elle n'existe pas en ligne. Donc il serait bon de proposer une articulation plus claire de cette diversité d'outils qui montre à la fois la richesse de l'activité du Parti mais ses enjeux de concrétisation au service d'une mobilisation plus large.

Localement nous envisageons alors une déclinaison de la conférence pour la paix organisée par le PCF, la constitution d'un collectif, qui soutiendrait aussi le mouvement pacifiste. Nous voulons montrer toute la cohérence cynique des décideurs politiques, donner une explication claire, des clés de compréhension et donner des motifs d'espoir et donc de mobilisation – on n'a pas à subir – au travers d'une initiative pour la paix sans saucissonnage qui pourrait prendre la forme d'une conférence locale sur la paix.

Ce type d'initiative mérite un vrai travail de structuration et une finesse d'expression pour former, employer les bons argumentaires et parvenir à nos objectifs qui sont d'influer sur le cours des choses pour renforcer le mouvement pacifiste.

Je m'arrêterai là parce que de fait je n'ai pas la solution précise mais j'aimerais que nous travaillions dans le débat en ayant en tête ces enjeux.

Robin Salecroix - Loire-Atlantique

Dans le moment international que nous traversons, nous devons renforcer la cohérence de notre analyse et la résolution que nous formalisons en la matière. Cela suppose d'assumer pleinement ce qui fait l'ADN du Parti. La lutte pour la paix et la promotion d'une dénucléarisation multilatérale, seule voie crédible pour sortir de la spirale des escalades militaires. D'autant plus dans une logique de réarmement généralisée, y compris nucléaire, en Asie comme avec le détricotage des traités opérée par les américains.

Dans le même temps, nous devons maintenir sans ambiguïté notre qualification du régime russe comme expansionniste. C'est une réalité politique, historique et stratégique, qui ne doit pas être édulcorée au moment où l'agression contre l'Ukraine continue de bouleverser l'équilibre mondial.

Mais comprendre le rôle de la Russie exige aussi de prendre en compte la situation intérieure du pays, notamment sa dynamique démographique profondément négative, qui pèse sur sa stabilité, sa projection internationale et alimente ses choix politiques. Une analyse communiste du conflit ne peut faire l'impasse sur ces déterminants matériels.

Affirmer cela, c'est renforcer notre capacité collective à élaborer une politique internationale lisible, exigeante et fidèle à nos principes

La souveraineté des peuples, la paix, et la lutte contre toutes les logiques impérialistes.

Esteban Evrard – Pas-de-Calais

Je voudrais appuyer ce qui a été développé par quelques camarades ce matin, à propos des initiatives pour la paix. Nous enchaînons les résolutions depuis quelques mois, mais il devient urgent d'impulser, concrètement, des initiatives dans chaque fédération et dans le maximum de sections, pour la paix.

Les déclarations du chef d'état-major, paradoxalement, ont engendré des déclics, notamment chez nos propres camarades. Là où nous répétons depuis des années que nos dirigeants inféodés à l'OTAN et vassalisés par Washington nous préparent à la guerre, les propos du général l'expriment clairement. Avec une dose de cynisme, nous n'aurions pas espéré mieux. Car cela rejoint l'articulation que nous avons adopté : d'une part le refus de la guerre et, d'autre part, la construction de la paix.

D'abord : le **refus** de la guerre. Faire taire les armes et, pour ce qui nous concerne – puisque nous sommes Français –, **refuser** l'engrenage et l'escalade dans lesquels on veut nous faire entrer. **Refuser** l'idée même d'une confrontation avec la Russie et son peuple. **Refuser** que soit construit un mur de haine avec ce gigantesque pays.

Et puis vient ensuite la question de la paix. Nous savons que c'est une construction sur le temps long, qui demande de revenir aux sources mêmes des conflits et, de ce point de vue, je me réjouis de voir dans la résolution le non-respect par l'OTAN et les États-Unis des promesses faites à la Russie dans les années 1990 ; le non-respect des accords de Minsk et le sabotage des pourparlers de 2022.

Si on lie les propos de Mandon à cette articulation entre le refus de la guerre et la construction de la paix, nous pouvons raisonnablement penser que les ingrédients sont réunis pour tenir des initiatives sur tout le territoire. Ça ne serait pas un luxe.

Dans le Pas-de-Calais, nous avons fait une soirée il y a une dizaine de jours là-dessus avec Patrick Staat, secrétaire général de l'ARAC. Et force est de constater que ça fait mouche. C'était à Grenay, ville de 6 000 habitants, et une cinquantaine de camarades de la section sont venus. Les échanges étaient riches et l'on sent que le Parti est prêt à tenir davantage d'initiatives sur le sujet.

J'ajoute, enfin, et sans développer, qu'il serait bon de tenir l'articulation développée depuis quelques mois à propos de l'industrie.

Sur deux aspects : d'abord, martelons qu'on nous enfume lorsqu'on nous met devant le fait accompli sur les livraisons d'armes : les 100 Rafales, bien sûr, mais pas seulement. On nous prend franchement pour des buses quand, en l'espace de deux jours, on annonce de telles livraisons et que, dans le même temps, 3 des 4 sites de NovAsco sont liquidés.

Ce qui nous permet de dire sans sourciller que la renaissance industrielle du pays ne passera pas et ne pourra pas passer par leur « économie de guerre ». En réalité, les services de Bercy ont beau jeu de dire qu'ils « sauvent nos usines » en appuyant des reprises par des groupes comme Europlasma ou ACI Group (maintenant en dépôt de bilan) avec pour seule perspective de participer à l'industrie de l'armement.

Car le constat est clair : toutes ces reprises risquent de couler dans les 5 prochaines années ; les investissements promis n'arrivent pas ; le marché de l'armement est déjà saturé et, en plus, ces entreprises soutenues par Bercy n'ont aucune capacité de financement et aucun projet industriel cohérent.

Isabelle Goïtia – Hauts-de-Seine

Concernant la résolution sur la paix, je pense qu'il faut aussi évoquer la jeunesse. La campagne idéologique des capitalistes vise à faire accepter l'idée auprès des jeunes que la guerre est inévitable. Les jeunes sont déjà anxieux sur la question climatique. A présent, on leur dit qu'il faudra se sacrifier. Ce sont des pressions terribles auxquelles sont confrontés les jeunes. Quel avenir peuvent-ils entrevoir dans ces conditions.

Il faut que la résolution s'adresse aussi à la jeunesse. Enfin, il faut absolument lancer une campagne pour la paix. Aujourd'hui encore, c'est difficile d'être dans le camp de la paix et de convaincre sur le sujet. Peut-être pourrions-nous lancer cette campagne par une journée de débats au CN sur "quelle politique de paix".